



Mémorandum D11-3-1

Ottawa, le 6 avril 2023

Marquage des marchandises importées

En résumé

Comme les règles d'origine de marquage ne sont plus nécessaires pour déterminer le traitement tarifaire préférentiel en vertu de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM), les décisions anticipées ne seront plus offertes. Toutefois, les parties prenantes pourront demander une décision douanière nationale afin de déterminer le pays d'origine à des fins de marquage.

Le présent mémorandum a été mis à jour afin de supprimer les références aux « décisions anticipées ».

Législation

[Loi sur les douanes](#) – articles 35.01 (2) et (4), article 43.1, article 57.01, article 60, article 61, article 67, article 68, article 109.1 (1), (2) et (3), article 159.1

[Tarif des douanes](#) – articles 19 (1), (2) et (3)

[Règlement sur la désignation, aux fins de marquage, du pays d'origine des marchandises \(pays ACEUM\)](#) – article 1, article 2 (1) et (2), article 3

[Règlement sur la détermination, aux fins de marquage, du pays d'origine des marchandises \(sauf pays ACEUM\)](#) – article 1, article 2 (1) et (2), article 3

[Règlement sur le marquage des marchandises importées](#)

Ce mémorandum décrit et explique la législation, les règlements et les lignes directrices générales qui s'appliquent au marquage du pays d'origine pour les marchandises importées des pays ACEUM et non-ACEUM.

Lignes directrices et renseignements généraux

Définitions

1. La section des définitions du *Règlement sur le marquage des marchandises importées* inclue les définitions qui sont important à comprendre l'administration du programme du marquage. En plus, les définitions pour les termes suivant sont aussi importants :

Contenant - Terme générique pour emballage de marchandises utilisé pour leur transport, comme, mais pas limité à des boîtes, caisses en bois et des récipients en plastique.

Contenant usuel - Contenant dans lequel les marchandises parviennent généralement au dernier acheteur (emballage du point de vente).

Contenant usuel extérieur - Contenant d'expédition utilisé pour transporter des marchandises. Dans certains cas, les marchandises parviennent au dernier acheteur dans le contenant d'expédition extérieur usuel.

Destiné exclusivement à l'usage de l'importateur ou de ses employés et non à la vente au public - Critère d'exclusion, aux fins de marquage, des marchandises dont l'importateur ou le propriétaire ou leurs employés sont les derniers utilisateurs. Les marchandises exclues comprennent celles qu'un importateur ou un propriétaire fournit à ses employés, gratuitement ou non, p. ex. les uniformes, mais non celles qu'il distribue à l'extérieur, p. ex. les échantillons ou les cadeaux promotionnels, qui sont importés de pays autres qu'un pays ACEUM.

Fini d'une importance critique - Il peut être difficile, pour des raisons techniques ou commerciales, de marquer certains types de tuyaux et de tubes (p. ex. les produits ornementaux et les produits spéciaux utilisés dans l'industrie aérospatiale) sans endommager le produit. Celui-ci peut alors être considéré comme un produit dont le fini a une importance critique.

Forme sous laquelle il a été importé - S'entend de l'état du produit avant qu'il n'ait subi l'un des changements de classement tarifaire visés dans les règles de marquage.

Marchandises usagées - Sont exclus de la définition des marchandises usagées les articles de qualité inférieure, les articles de rebut des usines et les articles défectueux.

Tuyaux et tubes ornementaux - S'entend des articles généralement définis comme des produits tubulaires dont le fini a une importance critique et qui sont habituellement utilisés à des fins architecturales (p.ex. les barres verticales ou transversales de clôtures, à l'exception des montants), ou dans la fabrication de meubles. Lorsqu'ils sont faits d'acier au carbone, ces produits ont généralement une surface polie. Les tubes ornementaux peuvent être ronds, carrés ou rectangulaires, ou avoir une autre forme s'ils ont été laminés pour donner à la section transversale la forme particulière qui requiert leur utilisation finale. Pour déterminer si des tubes sont de nature ornementale, il faut prendre en considération les précautions prises par l'exportateur pour en protéger le fini (p. ex. l'emballage individuel ou protecteur dans les caisses à claire-voie en bois ou dans des contenants en métal).

Général

2. Les dispositions de la loi régissant l'application du programme de marquage du Canada sont celles de l'article 19 du *Tarif des douanes*. En vertu de cet article, des règlements peuvent être pris pour déterminer :

- a) les marchandises qui doivent être marquées pour indiquer leur pays d'origine;
- b) le pays dont la marque doit figurer sur les marchandises;
- c) les modalités et conditions de marquage;
- d) le moment où les marchandises doivent être marquées.

3. **Il ne faut pas confondre les règles concernant le marquage du pays d'origine avec les prescriptions relatives à l'étiquetage d'autres ministères** dont [Agriculture et Agroalimentaire Canada](#) et [Innovation, Sciences et Développement économique Canada](#) (ISDE). Par exemple, les règlements d'ISDE exigent que les renseignements relatifs à un certain produit, tels que la teneur en fibres de vêtements, figurent sur l'étiquette du produit.

4. Au moment de leur importation au Canada, certaines marchandises doivent être marquées pour indiquer clairement le pays dans lequel elles ont été fabriquées. C'est généralement l'exportateur ou le producteur étranger qui appose la marque du pays d'origine, mais c'est aux importateurs canadiens qu'il incombe de veiller à ce que le marquage des marchandises importées soit conforme aux règles de marquage au moment de leur importation.

5. Pour les marchandises importées d'un **pays ACEUM**, le but du marquage est d'indiquer le pays d'origine des marchandises au dernier acheteur, c'est-à-dire la dernière personne au Canada qui achète les marchandises sous la

forme dans laquelle elles ont été importées, même si cette personne n'est pas la dernière à les utiliser au Canada. Pour qu'il y ait un dernier acheteur, il faut qu'il y ait un achat ou une opération quelconque.

6. Lorsque des marchandises sont importées d'un pays **autre qu'un pays ACEUM**, la marque doit indiquer le pays d'origine des marchandises au dernier acheteur ou, s'il n'y a pas de dernier acheteur, au dernier destinataire, c'est-à-dire la dernière personne au Canada à recevoir les marchandises dans la forme sous laquelle elles ont été importées.

7. Les règles du programme de marquage de l'ASFC qui s'appliquent aux marchandises importées d'un pays ACEUM diffèrent de celles qui s'appliquent aux marchandises d'un pays autre qu'un pays ACEUM. Ces différences sont expliquées plus loin.

Marchandises dont le marquage est obligatoire

8. Les marchandises dont le marquage est obligatoire sont énumérées à l'annexe I du *Règlement sur la désignation, aux fins de marquage, du pays d'origine des marchandises (pays ACEUM)* et du *Règlement sur la détermination, aux fins de marquage, du pays d'origine des marchandises (sauf pays ACEUM)*. La liste des marchandises qui doivent être marquées comprend les six grandes catégories de produits suivantes :

- a) marchandises pour usage personnel ou domestique;
- b) quincaillerie;
- c) nouveautés et articles de sport;
- d) produits en papier;
- e) vêtements;
- f) produits horticoles; et
- g) marchandises d'acier ou d'aluminium

9. Un guide d'interprétation de l'annexe I a été rédigé pour mieux définir les types de produits qui entrent dans chacune des catégories susmentionnées. Ce guide, qui figure à [l'annexe A](#), fournit des exemples de marchandises dont le marquage est obligatoire et certaines définitions, **mais il ne couvre pas toutes les marchandises dont le marquage est obligatoire** (se référer au paragraphe 11 pour plus de précisions).

10. Pour obtenir des renseignements supplémentaires ou des éclaircissements sur les marchandises dont le marquage est obligatoire, veuillez communiquer avec l'un des bureaux régionaux de la Division des opérations commerciales de l'Agence des services frontaliers (ASFC) dont les coordonnées sont publiées dans le site Web de l'Agence.

11. En plus d'utiliser le guide mentionné à [l'annexe A](#), pour l'interprétation du libellé des articles de l'annexe I, il convient d'appliquer les principes généraux suivants :

- a) Si un article importé n'entre pas dans une classe particulière de marchandises, il se peut qu'il entre dans une classe plus générale. Par exemple, bien que les gants en coton, dont le marquage est obligatoire, ne soient pas précisés au paragraphe 5(4) « gants faits entièrement ou partiellement de cuir » de l'annexe, ils entrent dans la classe plus générale décrite au paragraphe 5(10) « vêtements faits en totalité ou substantiellement de fibres textiles naturelles ou synthétiques ».
- b) Pour savoir si un article décrit sous la rubrique « Marchandises pour usage personnel ou domestique » doit être marqué, il faut prendre en considération les termes utilisés dans la désignation de la catégorie. Par exemple, si les « couvertures » visées au paragraphe 1(5) de l'annexe sont importées par des hôpitaux ou des résidences universitaires, leur marquage n'est pas obligatoire. Les couvertures importées dans ce cas ne seraient pas considérées comme des marchandises pour usage personnel ou domestique.
- c) Il ne faut pas automatiquement présumer que le marquage de produits qui sont des versions modernes de classes de marchandises énumérées à l'annexe est obligatoire si ces produits n'y sont pas spécifiquement mentionnés. Par exemple, le marquage des lecteurs de disques compacts n'est pas obligatoire car ces lecteurs, même s'ils ont

remplacé les phonographes, ne sont pas mentionnés spécifiquement dans l'annexe (paragraphe 1(15) des « Marchandises pour usage personnel ou domestique »).

d) Si une énumération de marchandises dans l'annexe est précédée du mot « suivants », cette énumération est exhaustive et l'obligation de marquer les marchandises ne s'applique qu'à celles qui sont énumérées.

e) Si une énumération de marchandises dans l'annexe est précédée de l'expression « y compris », les marchandises visées comprennent toutes celles de la liste qui suit, mais n'y sont pas limitées.

Exemptions

12. Certains types de marchandises ou certaines marchandises importées au Canada dans des conditions particulières peuvent bénéficier d'une exemption relative au marquage du pays d'origine. Les marchandises en question sont énumérées aux annexes II du *Règlement sur la désignation, aux fins de marquage, du pays d'origine des marchandises (pays ACEUM)* et du *Règlement sur la détermination, aux fins de marquage, du pays d'origine des marchandises (sauf pays ACEUM)*. **Vingt-et-une exemptions s'appliquent aux marchandises importées de pays ACEUM et de pays autres que des pays ACEUM.**

13. Les importateurs, les exportateurs et les producteurs sont priés de communiquer avec la région où les marchandises seront importées afin d'obtenir des renseignements sur l'utilisation d'exemptions. Selon les circonstances, la partie sollicitant l'information pourrait devoir justifier l'admissibilité par la présentation d'une demande de décision nationale des douanes, ou d'une preuve écrite quelconque appuyant l'utilisation d'une exemption. Vous trouverez des renseignements sur les décisions anticipées et les décisions nationales des douanes à la section intitulée « Décisions ». Il faut préciser l'exemption demandée au moment de la mainlevée au moyen d'une explication écrite présentée à l'agent des services frontaliers, ou d'une note sur la facture. Les agents doivent consulter le bureau régional concerné de la Division des opérations commerciales de l'ASFC dans les cas où il n'est pas évident que l'importateur a le droit d'utiliser une exemption.

14. Un guide d'interprétation de l'annexe II figure à [l'annexe B](#). Ce guide a pour objet d'indiquer les documents où les renseignements dont l'ASFC peut avoir besoin pour déterminer l'admissibilité du demandeur à l'exemption particulière.

Méthodes de détermination du pays d'origine pour le marquage

15. Différentes méthodes sont utilisées pour déterminer le pays d'origine selon que les marchandises visées sont importées d'un pays ACEUM (États-Unis ou Mexique) ou d'un pays autre qu'un pays ACEUM. Le pays d'origine de marchandises importées d'un pays ACEUM est déterminé grâce à un ensemble de règles de marquage, qui sont des règles techniques dont l'application systématique permet de savoir dans quel pays le produit importé a subi une transformation substantielle. Certains des critères utilisés pour déterminer le pays d'origine de marchandises importées d'un **pays ACEUM** sont énumérés ci-après. Cette liste n'est pas exhaustive et vise uniquement à donner un aperçu de la méthode utilisée. Le pays d'origine est généralement celui dans lequel :

- a) les marchandises ont été entièrement obtenues ou produites;
- b) les marchandises ont été produites uniquement à partir de matières d'origine nationale;
- c) les matières étrangères incorporées aux marchandises ont subi un changement de classement tarifaire applicable; ou
- d) la matière attribuant à elle seule leur caractère essentiel aux marchandises a été produite.

16. Pour les marchandises importées d'un pays autre qu'un pays ACEUM, le pays d'origine est celui dans lequel les marchandises ont été en grande partie fabriquées, c'est-à-dire où la majeure partie de la production ou de la fabrication a eu lieu. Lorsqu'on détermine le pays d'origine, aux fins du marquage, il faut prendre en considération le cumul des coûts associés aux matières, à la main-d'œuvre et aux frais généraux.

Méthodes et règles de marquage

17. Le *Règlement sur le marquage des marchandises importées* contient des dispositions précisant les modalités et les conditions de marquage s'appliquant aux marchandises importées d'un pays ACEUM ou d'un pays autre qu'un pays ACEUM.

Règles générales de marquage

18. En règle générale, le marquage de marchandises en provenance de pays ACEUM et de pays autres que des pays ACEUM doit clairement indiquer le pays d'origine des marchandises. Lorsque les marchandises sont importées de pays ACEUM, ou du Honduras, qui est un pays autre qu'un pays ACEUM, le marquage doit être en français, en anglais ou en espagnol. Dans le cas de marchandises importées de tous les autres pays autres que des pays ACEUM, le marquage doit être en français ou en anglais.

19. Bien que les importateurs, les exportateurs et les producteurs soient encouragés à utiliser une marque dans laquelle le nom du pays d'origine est indiqué en toutes lettres, il peut être nécessaire d'abrégé ce nom lorsque l'espace disponible sur le produit est limité.

20. Il est permis d'abrégé le nom du pays comme une référence de marquage si l'abréviation indique clairement au dernier acheteur ou au dernier destinataire le pays d'origine des marchandises. Cette disposition s'applique à toutes les marchandises, qu'elles proviennent d'un pays ACEUM ou d'un pays autre qu'un pays ACEUM. Les noms de pays qui sont courts ne peuvent être abrégés car leur abréviation risque d'induire en erreur le dernier acheteur ou le dernier destinataire.

21. La marque des marchandises doit être lisible, suffisamment permanente et se voir facilement lorsque les marchandises, ou leur contenant, sont manipulées normalement. En outre, si l'emballage au point de vente recouvre la marque, l'emballage doit aussi être marqué.

22. Toute méthode de marquage est acceptable dans la mesure où la marque ainsi apposée sur les marchandises ou sur leur contenant (s'il y a lieu) est assez durable pour y demeurer tant que le produit n'est pas parvenu au dernier acheteur ou au dernier destinataire. C'est généralement la nature des marchandises qui détermine si une méthode de marquage particulière est acceptable. Différentes méthodes de marquage jugées acceptables sont définies à [l'annexe C](#). Il convient de signaler que d'autres méthodes peuvent aussi être acceptables.

23. Pour les vêtements, l'ASFC acceptera que le pays d'origine soit marqué sur la même étiquette exigée en vertu de la [Loi sur l'étiquetage des textiles](#) et des [règlements](#) connexes [d'ISDE](#). Il faut noter que les méthodes de marquage du pays d'origine autres que l'étiquetage peuvent aussi être acceptables pour les vêtements.

Règles particulières de marquage

24. Des règles particulières de marquage s'appliquent aux tuyaux et aux tubes de fer ou d'acier. Selon ces règles, les méthodes employées pour le marquage de chaque tuyau ou tube sont les suivantes : pochoir ou emboutissage, lettrage coulé ou gravage. Si les tuyaux ou les tubes ont un diamètre intérieur de 4,8 centimètres (1,9 pouce) ou moins et sont importés en faisceaux, ils peuvent être marqués par étiquetage de chaque faisceau.

25. Les tuyaux et les tubes de fer ou d'acier dont le fini a une importance critique (p. ex. les produits ornementaux) peuvent être marqués par étiquetage de chaque tuyau ou tube, ou, s'ils sont en faisceaux, par étiquetage de chaque faisceau. Lorsque cette règle est applicable, l'importateur, l'exportateur ou le producteur doit présenter à l'expert en marquage de la région où les marchandises seront importées un document décrivant les marchandises et indiquant pourquoi leur fini est considéré comme ayant une importance critique. Les expressions « fini d'une importance critique » et « tuyaux et tubes ornementaux » sont définies dans la section intitulée « Définitions ».

26. Les exigences relatives au marquage du pays d'origine ne s'appliquent pas aux tuyaux et aux tubes suivant :

- a) devant servir de pièces. Ces pièces sont habituellement d'une dimension déterminée, sont conçues en fonction d'un usage précis et portent généralement un numéro de pièce;
- b) devant servir de moules dans un procédé de fabrication. On pourra demander à l'importateur ou à son mandataire de fournir un descriptif approprié et des documents justificatifs;
- c) importés par des fabricants d'automobiles, d'autobus ou de véhicules commerciaux déterminés, pour être utilisés comme équipement original dans ces véhicules;

d) contenant plus de 50 % de métal non ferreux. Ceux qui contiennent en poids moins de 50 % de fer ne sont pas considérés comme des tuyaux ou des tubes de fer ou d'acier. On peut demander à l'importateur ou à son mandataire de présenter un descriptif approprié et des documents justificatifs.

27. La marque du pays d'origine des marchandises qui sont des produits en papier lithographiés ou imprimés devraient mesurer au moins 1,6 mm (0,06 pouce) et être d'une couleur aussi prononcée que les autres caractères ou images, imprimés ou lithographiés, qui apparaissent sur le produit en papier. Voici des exemples de méthodes de marquage acceptables :

États-Unis	Mexique	Japon	Espagne
Imprimé aux États-Unis	Imprimé au Mexique	Fabriqué au Japon	Fabriqué en Espagne
Fabriqué aux É.-U.	Fabriqué au Mexique		
Fabriqué aux États-Unis			

28. Pour éviter toute confusion quant au pays d'origine des marchandises, lorsque la mention « Canada » ou « canadien » figure sur un produit, qu'elle soit écrite en toutes lettres ou abrégée, la marque du pays d'origine doit être placée tout près de cette mention et être précédée de l'expression « fabriqué au », « produit au », « imprimé au » ou d'une expression équivalente. La même règle s'applique aux marchandises portant la mention d'un autre pays au lieu de celle du pays d'origine. Pour que cette règle soit applicable, il faut que la présence des mots désignant d'autres lieux géographiques soit susceptible d'induire en erreur le dernier acheteur ou le dernier destinataire.

29. Dans le cas des imprimés, cette « règle concernant l'emplacement » de la marque ne s'applique pas aux mentions de lieux géographiques se trouvant dans le corps ou le texte d'une publication.

30. Lorsque les marchandises ACEUM doivent être marquées et que le dernier acheteur se procure le produit dans le contenant usuel (emballage du point de vente), il est permis d'indiquer le pays d'origine seulement sur ce contenant. Le pays d'origine peut aussi être indiqué sur les marchandises, pourvu que le contenant usuel puisse être ouvert facilement pour l'inspection du contenu ou que le marquage du contenu soit bien visible à travers le contenant.

Autorisation de marquer les marchandises au Canada

31. En vertu du *Règlement sur le marquage des marchandises importées*, l'autorisation de marquer les marchandises au Canada peut être accordée après leur importation mais avant que l'ASFC en accorde la mainlevée si certaines conditions sont réunies, que les marchandises soient originaires d'un pays ACEUM ou d'un pays autre qu'un pays ACEUM. Dans la mesure du possible, les importateurs doivent demander cette autorisation avant que les marchandises n'arrivent au Canada.

32. L'importateur qui désire marquer des marchandises au Canada doit demander l'autorisation requise avant que celles-ci ne soient importées. Une autorisation préalable, pour une importation effectuée seulement une fois ou pour une autorisation générale couvrant plusieurs expéditions, qui permet de marquer les marchandises sur une période donnée (p. ex. six mois), peuvent être accordées. L'importateur peut aussi demander l'autorisation de marquer les marchandises au Canada au moment de l'importation, mais dans ce cas, sa demande ne sera approuvée que pour l'expédition visée. Toute demande générale d'autorisation couvrant plusieurs expéditions de marchandises doit être présentée avant l'importation.

33. Pour que le demandeur soit autorisé à marquer des marchandises au Canada, les conditions suivantes doivent être réunies :

- a) les marchandises ne sont pas importées comme courrier;
- b) une mise en demeure prévue au paragraphe 35.02(2) de la *Loi sur les douanes* à l'égard de marchandises semblables ou identiques n'a pas été signifiée ou envoyée à l'importateur plus de 30 jours ou moins de deux ans avant l'importation des marchandises;
- c) si l'autorisation est demandée avant l'importation, l'importateur avise par écrit l'ASFC qu'il marquera les marchandises au Canada;

d) si l'autorisation n'est pas demandée avant l'importation, l'importateur avise par écrit l'ASFC, au moment de l'importation, qu'il marquera les marchandises au Canada et démontre qu'il lui était impossible de donner un préavis;

e) la propriété des marchandises n'est pas cédée tant qu'elles n'ont pas été correctement marquées.

34. L'avis écrit mentionné au paragraphe précédent doit être transmis sous la forme d'une lettre au surintendant ou à l'agent en chef du bureau de l'ASFC le plus proche du lieu où la mainlevée des marchandises sera accordée. La lettre doit fournir les renseignements suivants :

a) le nom, le numéro et l'adresse de l'importateur;

b) une description complète des marchandises;

c) le lieu où les marchandises seront marquées;

d) si ce lieu est un entrepôt de stockage, le lieu de cet entrepôt, le numéro d'agrément de l'exploitant et son numéro de compte-garantie;

e) la date à laquelle le marquage sera terminé;

f) le lieu où les marchandises peuvent être examinées pour en contrôler le marquage;

g) s'il s'agit d'une demande d'autorisation générale de marquer les marchandises;

h) le nom et le numéro de téléphone d'une personne-ressource;

i) si l'autorisation de marquer au Canada au moment de l'importation est demandée, l'importateur des marchandises doit également démontrer qu'il n'était pas possible de soumettre l'avis avant l'importation.

35. Pour être certain que sa demande est acceptée, avant de présenter un avis écrit, l'importateur doit communiquer avec l'ASFC afin de discuter des mesures à prendre pour obtenir l'autorisation de marquer des marchandises au Canada. Cinq lieux peuvent être utilisés pour le marquage :

a) un entrepôt de stockage public;

b) un entrepôt de stockage privé;

c) les locaux de l'importateur (dans des circonstances exceptionnelles seulement);

d) un bureau de l'ASFC; et

e) un entrepôt d'attente.

36. Comme l'espace libre est souvent limité dans les bureaux de l'ASFC, il se peut qu'il soit impossible d'y marquer les marchandises. En outre, d'autres endroits que le bureau d'établissement des rapports peuvent être utilisés pour le marquage, à condition que le lieu choisi soit mentionné dans l'avis.

37. L'avis écrit présenté par l'importateur est examiné par l'ASFC, et le demandeur est avisé de la décision prise. L'autorisation de marquer lui est communiquée sous la forme d'une lettre d'autorisation délivrée par l'agent en chef ou le surintendant de l'ASFC. La lettre d'autorisation confirme l'acceptabilité du lieu choisi pour le marquage, le délai dans lequel le marquage doit être terminé et le lieu où les marchandises pourront être examinées, s'il y a lieu. Dans les cas où une autorisation préalable de marquer les marchandises a été approuvée, l'importateur doit présenter cette lettre d'autorisation au bureau de l'ASFC approprié à l'arrivée et aussi, lorsque la mainlevée des marchandises est demandée. Lorsque l'approbation de marquer les marchandises est donnée au moment de l'importation, la lettre d'autorisation doit être présentée lorsque la mainlevée des marchandises est demandée.

38. L'importateur peut marquer des marchandises dans un entrepôt de stockage. De l'information concernant les exigences liées aux entrepôts de stockage se trouve dans le [Mémorandum D7-4-4, Entrepôts de stockage des douanes](#).

Mises en demeure relatives au marquage des marchandises

39. Lorsque les marchandises n'ont pas été marquées conformément aux exigences établies, un avis rappelant aux importateurs de marquer les marchandises de façon appropriée sera émis par les agents des services frontaliers, tant pour les pays faisant partie de l'ACEUM que pour les pays qui n'en font pas partie, en indiquant :

- a) la façon dont les marchandises actuellement sous le contrôle des douanes doivent être marquées;
- b) la façon dont les importations ultérieures de marchandises identiques ou semblables doivent être marquées.

40. Lorsque des marchandises arrivant au Canada et ne sont pas marquées conformément aux exigences relatives au programme de marquage, l'importateur peut choisir l'une des trois options suivantes :

- a) marquer les marchandises au Canada pourvu que les conditions indiquées à la section « Autorisation de marquer les marchandises au Canada » sont respectées;
- b) les exporter; ou
- c) les céder à la Couronne.

Décisions

41. Les importateurs, ainsi que les exportateurs et les producteurs d'un pays ACEUM ou autre qu'un pays ACEUM, peuvent demander une décision nationale des douanes (DND) sur le marquage du pays d'origine dans le cas de marchandises importées d'un pays autre qu'un pays ACEUM. Les DND en matière de marquage sont offertes par l'ASFC à titre de service administratif aux importateurs, aux exportateurs et aux producteurs de marchandises d'un pays ACEUM ou autre qu'un pays ACEUM.

42. Les demandes de DND doivent être présentées par écrit avant l'importation des marchandises. Si le demandeur a un bureau au Canada, il doit envoyer sa demande au bureau de l'ASFC responsable de son secteur. S'il n'a pas de bureau au Canada, il doit l'envoyer au bureau régional de la Division des opérations commerciales de l'ASFC situé dans la région où la plus grande partie des marchandises seront probablement importées. L'ASFC rendra ensuite les décisions concernant une ou plusieurs des composantes suivantes du marquage :

- a) l'obligation d'apposer la marque du pays d'origine sur les marchandises;
- b) le pays d'origine des marchandises aux fins du marquage; et
- c) les modalités et conditions de marquage acceptables.

43. Une demande de décision doit, au minimum, porter sur la composante décrite au paragraphe a). Vous trouverez de plus amples renseignements sur les DND dans le [Mémorandum D11-11-1, Décisions nationales des douanes \(DND\)](#).

Déterminations/révisions

44. Une détermination de la conformité des marques est une décision rendue par un agent des services frontaliers du bureau régional pour indiquer si les marchandises importées d'un pays ALÉNA ont été marquées conformément aux règlements sur le marquage. Ce pouvoir décisionnel est prévu à l'article 57.01 de la *Loi sur les douanes*. La révision d'une détermination de la conformité des marques est une décision rendue par un agent des Services d'administration des politiques commerciales pour modifier cette détermination, en vertu des articles 60 et 61 de la *Loi sur les douanes* habilitant l'ASFC à rendre de telles décisions. Les déterminations sur la conformité des marques ou leurs révisions couvrent généralement les trois aspects du marquage mentionnés au paragraphe 41 ci-dessus.

45. Un importateur, un exportateur ou un producteur d'un pays ALÉNA peut appeler d'une détermination ou d'une révision de la décision sur la conformité des marques au bureau approprié de l'ASFC. L'appel doit être présenté dans les 90 jours qui suivent la réception d'un avis de la décision. Toutes les demandes d'examen d'une détermination ou d'une révision de la décision sur la conformité des marques doivent être accompagnées des renseignements suivants :

- a) des illustrations descriptives, de la documentation ou des échantillons concernant les marchandises qui font l'objet de la demande;

b) d'autres documents à l'appui tels que le certificat d'origine et le numéro de dossier pertinent ou la décision anticipée antérieure.

46. Les décisions rendues par l'ASFC à l'égard des déterminations et des révisions peuvent faire l'objet d'appels subséquents, d'abord devant le Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE), puis devant la Cour fédérale du Canada. Le pouvoir d'interjeter appel d'une détermination ou d'une révision est prévu aux articles 67 et 68 de la *Loi sur les douanes*.

Remarque : Cet article s'applique aux marchandises qui ont été importées en vertu de l'ALÉNA avant le 1er juillet 2020. Le marquage des marchandises importées d'un pays de l'ACEUM le 1er juillet 2020 ou après, sera administré en vertu de l'article 35.01 de la *Loi sur les douanes*.

Pénalités

47. Quiconque omet de marquer des marchandises conformément aux règles de marquage peut encourir une pénalité. En vertu des dispositions actuelles de la loi, l'ASFC peut imposer des sanctions, tant au civil qu'au criminel, à l'égard de marchandises importées de pays ACEUM ou de pays autres qu'un pays ACEUM, les premières en vertu de l'article 109.1 de la *Loi sur les douanes*.

48. Pour connaître les sanctions particulières qui s'appliquent aux infractions liées au marquage, veuillez consulter le [Document-maître des infractions de l'ASFC](#).

49. En vertu de l'article 159.1 de la *Loi sur les douanes*, l'ASFC peut également imposer des sanctions pénales à quiconque :

- a) soit omet d'apposer une marque, conformément à l'article 35.01, sur des marchandises importées;
- b) soit marque des marchandises importées d'une manière trompeuse de façon à induire une autre personne en erreur quant au pays ou à la zone géographique d'origine des marchandises; ou
- c) soit, avec l'intention de dissimuler des renseignements, cause la détérioration d'une marque apposée, conformément aux règlements pris en vertu du paragraphe 19(2) du *Tarif des douanes*, sur des marchandises importées, la détruit, l'enlève, l'altère ou l'oblitére.

Renseignements supplémentaires

50. Pour plus de renseignements sur le programme de marquage du pays d'origine de l'ASFC, veuillez communiquer avec l'un des bureaux régionaux de la Division des opérations commerciales de l'ASFC dont les coordonnées sont publiées dans le site Web de l'Agence.

51. Les questions concernant l'administration de ces procédures doivent être transmises en ligne au [Service d'information sur la frontière \(SIF\) de l'ASFC](#), ou par téléphone, au numéro sans frais du SIF au Canada : 1-800-461-9999. Si vous appelez de l'extérieur du Canada, vous pouvez accéder au SIF en composant le 204-983-3500 ou 506-636-5064 (des frais d'interurbain seront chargés). Les agents du SIF sont disponibles, Durant les heures normales de travail, du lundi au vendredi (sauf les jours fériés), de 8 h à 16 h heure locale. Un service ATS est aussi disponible au Canada : 1-866-335-3237.

Annexe A

Guide de l'annexe I

Produit	Définition	Exemples
Article 1 de l'annexe I – Marchandises pour usage personnel ou domestique		
1(1) Plats et marmites en aluminium pour la cuisson	servant à faire cuire les aliments au four ou sur une cuisinière	moules à gâteaux, moules à muffins, tôles à biscuits, marmites, poêles et poêlons
1(2) Plats et marmites en fonte pour la cuisson	servant à faire cuire les aliments au four ou sur une cuisinière	moules à gâteaux, moules à muffins, tôles à biscuits, marmites, poêles et poêlons
1(3) Descentes de bain, serviettes de toilette, essuie-mains et débarbouillettes, tissés ou tricotés	Descentes de bain : petit tapis placé par terre dans la salle de bain; débarbouillettes : carrés-éponges utilisés comme gants de toilette pour se laver; serviettes de toilette et essuie-mains : pièces de tissu en éponge, en coton ou en lin, utilisées pour s'essuyer la peau	débarbouillettes : carrés-éponges ou gants de toilette serviettes de toilette : serviettes de bain, serviettes de plage et essuie-mains
1(4) Piles sèches	piles élémentaires dont l'électrode négative est constituée de zinc, l'électrode positive, de charbon ou de graphite entouré d'un mélange de bioxyde de manganèse, et l'électrolyte, d'une solution de chlorure d'ammonium immobilisé par une substance gélatineuse	piles alcalines et piles au nickel-cadmium, à l'exclusion des batteries d'automobile
1(5) Couvertures	couvertures de lit	édredons, douillettes, couettes et couvertures chauffantes
1(6) Brosses, y compris les brosses à dents et leurs manches		pinceaux, brosses à cheveux et brosses à cils
1(7) Bougies, chandelles et cierges	masses ou bâtonnets cylindriques de cire, de paraffine ou d'une matière semblable entourant une mèche et fournissant une flamme qui éclaire	bougies de Noël, cierges et chandelles
1(8) Cartes de crédit et d'identité, de toute matière dont le diamètre ou un côté	cartes de crédit : permet d'obtenir des biens ou des services sans paiement immédiat cartes d'identité : pièces	cartes de crédit : cartes des magasins à rayons et des établissements financiers

dépasse 1/2 pouce de largeur (1,27 cm), importée en feuilles ou autrement	portant des renseignements de base prouvant l'identité d'une personne	cartes d'identité : permis de conduire
1(9) Articles et ustensiles chromés destinés à recevoir les aliments et les boissons	ustensiles de cuisine chromés, utilisés pour servir de la nourriture et des boissons; semblable à 1(13) et (28)	articles chromés : plats à servir et pinces à glace ustensiles : louches, spatules et pinces à salade
1(10) Allume-cigares et allume-cigarettes, à l'exclusion de ceux devant être incorporés dans les véhicules automobiles	appareils produisant une flamme avec laquelle on allume les cigarettes et les cigares	briquets jetables (au butane) et briquets rechargeables
1(11) Horloges et mouvements d'horlogerie, à l'exclusion des horloges et des mouvements d'horlogerie devant être utilisés comme équipement primitif par les fabricants de véhicules automobiles	horloge : instrument de mesure du temps; mouvement : mécanisme engendrant le déplacement des organes d'une montre ou d'une horloge	horloges : horloges murales, horloges de parquet, digitale ou numérique, à l'exclusion des montres
1(12) Récipients thermostatiques suivants : carafes, flacons, cruches, bocaux et bouteilles isolantes, ainsi que leurs ampoules de rechange		
1(13) Couverts de table chromés ou en acier inoxydable	semblable à 1(9) et (28) ustensiles de table servant à manger ou à servir des aliments	fourchettes, couteaux et cuillères
1(14) Plats et ornements en porcelaine fine en faïence, en céramique, en porcelaine, en porcelaine opaque, en poterie de grès ou en granit blanc		assiettes de toutes dimensions, tasses, chopes, soucoupes et ornements
1(15) Appareils électroniques, phonographes, appareils récepteurs de radiodiffusion, appareils récepteurs de radiodiffusion combinés avec phonographes, appareils récepteurs de télévision combinés avec appareils récepteurs de radiodiffusion et phonographes, tourne-disques, magnétophones à ruban, appareils récepteurs de télévision		
1(16) Garnitures et housses de planche à repasser		

1(17) Articles de ménage suivants, en métal ou en matière plastique, qu'ils soient ou non enduits, lithographiés, peints ou autres : boîtes à pain, humidificateurs à gâteaux, pots de cuisine, distributeurs de papier et de feuilles métallisées, boîtes à épices, réchauds et boîtes à déchets à pédale

1(18) Couteaux, canifs, couteaux de poche, ciseaux et cisailles

Canif : petit couteau à une ou deux lames repliables, qui peut se mettre dans la poche ou un sac à main
Couteau de poche : couteau de taille variable à une ou plusieurs lames repliables dans le manche et qui peut se mettre dans la poche ou un sac à main

1(19) Tondeuses de gazon (mécaniques)

servant à couper le gazon

à essence ou électrique

1(20) Allumettes en pochettes, boîtes ou étuis

1(21) Crayons

instrument servant à marquer, à dessiner ou à écrire et dont la pointe est en biseau
crayon à sourcils ou à paupières, crayon à mine de graphite et stylomine

1(22) Stylos : stylos à bille, stylographes et porte-plume

à l'exclusion des stylos et des marqueurs dont la pointe est en feutre ou en nylon

1(23) Draps et taies d'oreiller en coton

Taies d'oreiller et draps de lit faits de coton

comprend les taies d'oreiller et les couvre-oreillers

1(24) Lames de rasoir (type de sûreté)

lames de sûreté seulement

ne comprend que les lames et non la partie jetable qui rentre dans le manche

1(25) Thermomètres

instrument de mesure des températures

nourriture, corps, climat

1(26) Carreaux émaillés ou non et carreaux céramiques pour mosaïques, servant à garnir les cheminées, parquets et murs

1(27) Parapluies

tout ce qui sert à protéger contre les éléments (c.-à-d. la pluie ou le soleil)

comprend les parasols et les ombrelles

1(28) Ustensiles de cuisine chromés ou en semblable à 1 (9) et (13) acier inoxydable

tamis à farine et batteurs à oeufs

1(29) Bracelets de montre extensibles

Article 2 de l'annexe I – Quincaillerie

2(1) Capsules en métal, lithographiées ou imprimées, avec arrêteurs, à vis ou isolantes, pour récipients

2(2) Tubes en cuivre

utilisés principalement en plomberie pour les canalisations d'eau

pour les éviers, les baignoires et les machines à laver

2(3) Tringles monorail pour rideaux, en aluminium, en laiton, en acier ou autre métal, ou en plastique, et les pièces constituanes

tringles sur lesquelles sont enfilés les anneaux supportant des rideaux

composantes : supports, rouleaux, crochets et vis

2(4) Appareils de mesure électrique conçus pour être montés sur panneau et destinés à indiquer les microampères, les milliampères ou les ampères, les millivolts, les volts ou les kilovolts, de courant continu ou alternatif, et d'autres variables, comme la pression, la résistance et la température qui peuvent être convertis en courant continu ou alternatif ou en tension

appareils de mesure électrique, montés sur un panneau

2(5) Verre suivant sous forme de carreaux ou de feuilles : verre à vitres ordinaire ou incolore, verre feuilleté et verre à glace

2(6) Articles en porcelaine pour usage électrique	borne isolante pour les lignes électriques à basse ou haute tension	utilisations : poteaux de téléphone (basse tension), lignes électriques (haute tension)
2(7) Limes et râpes	lime : outil à main en métal, long et étroit, garni d'entailles, servant à tailler, ajuster ou polir par frottement	
	râpe : sorte de grosse lime à larges entailles utilisée pour user la surface des matières tendres	
2(8) Filtres d'évier (type panier)		
2(9) Tubes électroniques	composants de circuits électriques pour les radios et les téléviseurs servant à l'électronique interne et à la télévision; tubes contenant des électrons qui passent à travers eux	tubes de téléviseur, tubes de moniteur d'ordinateur et tubes de lampe fluorescente
2(10) Ficelles à lier ou à emballer	ficelle : corde très mince constituée de fils retordus ou câblés; utiliser pour lier, retenir, etc.	
2(11) Toile métallique pour moustiquaires	toile métallique utilisée dans les fenêtres et les portes pour se protéger contre les insectes, p. ex. les moustiques	toile métallique pour fenêtres et portes
2(12) Tuyaux et tubes de fer ou d'acier		à l'exclusion des parties qui servent à joindre les longueurs de tuyau, p. ex. les raccords, les sorties et les manchons, ou les exemptions mentionnées à la section intitulée «Méthodes et règles de marquage»

Article 3 de l'annexe I – Nouveautés et articles de sport

3(1) Produits semblables à ceux de l'artisanat indien (Amérique du Nord)

imitation de l'artisanat indien, soit par production en série ou autrement
Indien : membre d'un peuple autochtone de l'Amérique du Nord
artisanat : métier manuel, souvent à caractère traditionnel

3(2) Gants et mitaines de sport, y compris les gants et les mitaines de baseball et de hockey (s'applique seulement aux marchandises de pays autres qu'un pays ACEUM)

3(3) Bicyclettes

3(4) Décorations, nouveautés et ornements

décoration et ornement : ce qui sert à embellir
nouauté : chose nouvelle ou exceptionnelle; petite décoration ou jouet de conception nouvelle

décorations : fleurs et fruits artificiels, statuettes;
nouautés : tampons timbrants à figurine

3(5) Emblèmes émaillés ainsi que bracelets, broches, épingles et cuillères en argent sterling ou plaqués argent, constituant des souvenirs du Canada, ou de ses provinces, territoires, villes ou autres lieux

émail : substance vitreuse dont on recouvre certaines matières
Emblème : symbole

épingle à revers représentant le drapeau d'une province

3(6) Matériel d'emballage suivant pour cadeaux : bordures, galons, rubans, bandes, faveurs et garnitures, faits entièrement ou principalement de fibres textiles

3(7) Jouets, jeux et articles de sport

jouet : objet conçu pour s'amuser; pour les enfants et autres personnes

jouets : ballons, poupées, jouets rembourrés

jeu : activité à laquelle on s'adonne pour se divertir; article de sport; servant à la pratique d'un sport;

jeux : jeux de table, boules de quilles

sport : activité physique exercée dans le sens d'un jeu

Article 4 de l'annexe I – Ouvrages en papier

4(1) Boîtes vides, pliantes ou montées, en papier, en carton, ou en carton de fibres

uni ou ondulé, devant servir de contenants d'expédition

4(2) Papier et articles en papier, lithographiés ou imprimés

livres, magazines, catalogues, calendriers, rapports de gestion, cartes, affiches, factures commerciales, à l'exclusion du papier vierge

Article 5 de l'annexe I – Vêtements

5(1) Bottes, bottines, souliers et pantoufles

à l'exclusion des empeignes

5(2) Soutien-gorge, combinés, ceintures-jarretelles, gaines et corsets à lacets

5(3) Étoffes, tissées ou tressées, contenant des filés de caoutchouc et ne dépassant pas 12 pouces (30,48 cm) de largeur; lacets de bottes, bottines et souliers

5(4) Gants faits entièrement ou partiellement de cuir

5(5) Postiches suivants : perruques, demi-perruques, mèches, chignons, postiches en queue de cheval, toupets et autres genres de postiches destinés à être portés sur la tête d'une personne

5(6) Sacs à main et bourses, à l'exclusion des sacs à main et des bourses en perles, en mailles métalliques ou en une matière semblable

5(7) Chapeaux, y compris les bérets, les bonnets, les casquettes, les capuchons et les formes en feutre de poils, en feutre de laine et en feutre de poils et de laine

chapeaux de paille

5(8) Vêtements tricotés

chandails, gilets, chaussons, chapeaux, moufles, jambières, manteaux et foulards

5(9) Imperméables et manteaux de pluie en plastique	plastique : un certain nombre de substances polymères synthétiques	
5(10) Vêtements faits entièrement ou substantiellement de fibres textiles naturelles ou synthétiques	fibres textiles naturelles : coton, laine, soie et ramie; fibres textiles synthétiques : polyester, nylon, rayonne, viscose, et spandex	chemises, pantalons, jupes, robes, vestons, gilets, chaussettes, bas, chapeaux, gants, foulards, ceintures et sous-vêtements

Article 6 de l'annexe I – Produits horticoles

6(1) Oignons	Une tige ou branche, courte, épaisse, charnue, habituellement, mais pas toujours souterraine portant des bourgeons (oeil) qui servent d'organes de réserve	Bégonias
6(2) Racines tubéreuses	De grandes racines charnues portant ou produisant des oignons	Bégonias tubéreux, plantes araignée
6(3) Rhizomes, tiges bulbeuses, greffes (aussi reconnues comme coronales)	Rhizomes : porte-greffe, normalement une tige souterraine ressemblant à une racine hors terre ou souterraine qui fait monter une succession de feuilles ou de tiges au sommet et émettant des racines à la partie inférieure	Cornouiller, iris d'Allemagne
	Tiges bulbeuses : une partie solide et gonflée d'une tige, normalement souterraine, comme le soi-disant «bourgeon» de crocus et de glaïeul	Crocus, glaïeul
	Griffes (aussi reconnues comme coronales) : la base d'une plante, là où la tige et la racine se rejoignent; partie d'un rhizome avec un grand bourgeon, propice au bouturage, un appendice circulaire, ou un cercle d'appendices, en fleur, une excroissance du périanthe, ou le cercle staminal, ou un groupe de petites cellules couronnant l'oogone	

Article 7 de l'annexe I

7(1) Marchandises d'acier	classées dans les positions 72.06 à 72.15,
---------------------------	--

les sous-positions 7216.10 à 7216.50 ou 7216.99, les positions 72.17 à 72.29, les sous-positions 7301.10, 7302.10, 7302.40 ou 7302.90 ou les positions 73.04 à 73.06, à l'exclusion des fils

7(2) Marchandises d'aluminium

classées dans la position 76.01 ou dans les positions 76.04 à 76.09 et les pièces moulées ou les pièces forgées classées dans la sous-position 7616.99, à l'exclusion des fils (autres que barbelés)

Annexe B

Guide de l'Annexe II

1. Les dons de charité non destinés à la vente

Il se peut que l'importateur soit tenu de présenter des éléments de preuve établissant que les marchandises sont des dons de charité et ne seront pas revendues. Par exemple, une lettre du destinataire des marchandises peut être une preuve acceptable.

2. Les cadeaux et les legs

Il se peut que l'importateur soit tenu de présenter des éléments de preuve établissant que les marchandises sont des dons ou des legs. Pour ce qui est des cadeaux, une lettre du donneur indiquant que les marchandises n'ont pas été vendues peut être considérée comme une preuve acceptable. S'il s'agit d'un legs, un exemplaire du testament peut servir de confirmation.

3. Les antiquités et les marchandises produites plus de 20 ans avant leur importation Pour les marchandises importées d'un pays ACEUM, il se peut que l'ASF sache, au moment de l'importation, que les marchandises ont plus de 20 ans, mais la présentation d'éléments de preuve peut être exigée.

4. Les marchandises usagées, à l'exception des tuyaux et tubes de fer ou d'acier Pour que des marchandises soient admissibles à titre de marchandises usagées, il faut que l'ASFC soit convaincue qu'elles le sont après les avoir examinées. Les marchandises usagées ne comprennent pas les marchandises de qualité inférieure, les articles de rebut des usines et les articles défectueux.

5. Les marchandises destinées exclusivement à l'usage de l'importateur ou de ses employés et non destinées à la vente au public, à l'exception des tuyaux et des tubes de fer ou d'acier

Dans bien des cas, il est évident, d'après la nature des marchandises, que celles-ci sont destinées exclusivement à l'usage de l'importateur ou de ses employés. Toutefois, il se peut que l'importateur soit tenu d'établir qu'il a droit à l'exemption en présentant une lettre donnant tous les détails précis concernant la destination des marchandises. Pour qu'un produit bénéficie de cette exemption relative au marquage, il faut qu'il soit utilisé par l'importateur ou ses employés et ne soit pas distribué au public. Par exemple, l'exemption s'appliquerait aux uniformes qu'une société importe pour les besoins de ses employés dans l'exercice de leurs fonctions.

6. Les marchandises importées pour l'usage de l'importateur et non destinées à la vente dans la forme sous laquelle elles ont été importées

Pour que cette exemption puisse être appliquée, il faut que le classement tarifaire des marchandises fasse l'objet d'une modification. L'importateur doit consulter l'expert en marquage pour déterminer l'admissibilité de cette exemption.

7. Les marchandises importées des numéros tarifaires 9808.00.00, 9809.00.00 et 9810.00.00 L'information fournie lors de la mainlevée doit être suffisante pour convaincre l'ASFC que l'importateur a le droit d'utiliser ces numéros tarifaires.

8. Les marchandises importées en vue d'être subséquentement exportées du Canada, à l'exception des tuyaux et tubes de fer ou d'acier

L'importateur doit présenter des éléments de preuve établissant que les marchandises seront ultérieurement exportées du Canada. Par exemple l'ASFC accepterait comme élément de preuve l'un ou l'autre des documents suivants :

- a) une déclaration écrite attestant que les marchandises sont destinées à être exportées du Canada, sur le document de déclaration en détail présenté à la douane;
- b) une lettre de l'importateur indiquant dans quelles circonstances les marchandises seront exportées.

9. Les marchandises qui, aux fins de l'admission temporaire en franchise, sont en transit ou en douane ou se trouvent autrement sous contrôle douanier

Les mécanismes de contrôle de l'ASFC qui s'appliquent actuellement à ce genre d'importations seront utilisés.

10. Les marchandises qu'il n'est pas possible de marquer

Aux fins de détermination de l'admissibilité à cette exemption, il faut présenter une demande de décision nationale des douanes (dans le cas de marchandises ACEUM et d'un pays autre qu'un pays ACEUM), de la façon décrite

dans la section intitulée « Décisions ». Dans tous les cas, l'importateur, l'exportateur ou le producteur doit présenter la preuve claire de l'impossibilité d'apposer la marque sur les marchandises. Avant d'accorder cette exemption, l'ASFC doit être convaincue qu'il est impossible d'apposer la marque sur les marchandises. Si cette exemption est accordée, le marquage du contenant usuel extérieur sera requis.

11. Les marchandises qu'il n'est pas possible de marquer avant leur exportation sans les endommager

Aux fins de détermination de l'admissibilité à cette exemption, il faut présenter une demande de décision nationale des douanes (dans le cas de marchandises ACEUM et d'un pays autre qu'un pays ACEUM), de la façon décrite dans la section intitulée « Décisions ». Dans tous les cas, l'importateur, l'exportateur ou le producteur doit présenter la preuve claire de l'impossibilité d'apposer la marque sur les marchandises sans endommager celles-ci. L'ASFC doit être convaincue que les marchandises seraient endommagées si la marque y était apposée. Si cette exemption est accordée, le marquage du contenant usuel extérieur sera requis.

12. Les marchandises qu'il n'est pas possible de marquer sauf à un coût élevé par rapport à leur valeur en douane et de nature à décourager leur exportation

Aux fins de détermination de l'admissibilité à cette exemption, l'importateur, l'exportateur ou le producteur doit présenter une demande de décision nationale des douanes (dans le cas de marchandises ACEUM et d'un pays autre qu'un pays ACEUM), de la façon décrite dans la section intitulée « Décisions ». Dans tous les cas, il faut clairement montrer que le coût du marquage est élevé par rapport à la valeur en douane et de nature à décourager l'exportation. Si cette exemption est accordée, le marquage du contenant usuel extérieur sera requis.

13. Les marchandises qu'il n'est pas possible de marquer sans en compromettre la fonction de façon importante ou sans en altérer sensiblement l'apparence

Aux fins de détermination de l'admissibilité à cette exemption, l'importateur, l'exportateur ou le producteur doit présenter une demande de décision nationale des douanes (dans le cas de marchandises ACEUM et d'un pays autre qu'un pays ACEUM), de la façon décrite dans la section intitulée « Décisions ». Dans tous les cas, il faut clairement montrer que la marque ne peut pas être apposée sur les marchandises sans nuire de manière importante à leur fonctionnement ou à leur apparence. Si cette exemption est accordée, le marquage du contenant usuel extérieur sera requis.

14. Les marchandises qui se trouvent dans un contenant marqué d'une manière qui indique raisonnablement au dernier acheteur l'origine des marchandises

Pour déterminer si cette exemption s'applique aux marchandises, il est important de savoir quel en sera le dernier acheteur, c'est-à-dire la dernière personne au Canada qui achètera les marchandises dans la forme sous laquelle elles sont importées, même si cette personne n'est pas la dernière à utiliser les marchandises au Canada. L'exemption s'applique également aux marchandises qui se trouvent dans un contenant usuel (l'emballage du point de vente). En vertu de la présente exemption, la marque doit figurer sur le contenant au moment de l'achat des marchandises.

15. Les marchandises qui sont des substances brutes

Pour le moment, aucune des marchandises énumérées à l'annexe I n'est considérée comme une substance brute.

16. Les marchandises devant faire l'objet d'une opération de production au Canada, effectuée par l'importateur ou pour son compte de sorte que leur pays d'origine deviendrait le Canada

Aux fins de détermination de l'admissibilité à cette exemption, l'importateur, l'exportateur ou le producteur doit présenter une demande de décision nationale des douanes (dans le cas de marchandises ACEUM et d'un pays autre qu'un pays ACEUM), de la façon décrite dans la section intitulée « Décisions ». La demande doit porter sur les composantes du marquage a) et b).

17. Les marchandises dont il est raisonnable de croire que le dernier acheteur reconnaîtrait le pays d'origine même si elles n'en sont pas marquées, en raison de leur caractère ou des circonstances de leur importation

Aux fins de détermination de l'admissibilité à cette exemption, l'importateur, l'exportateur ou le producteur doit présenter une demande de décision nationale des douanes (dans le cas de marchandises ACEUM et d'un pays autre qu'un pays ACEUM), de la façon décrite dans la section intitulée « Décisions ». Dans tous les cas, il faut

clairement montrer que le dernier acheteur reconnaîtrait de manière raisonnable le pays d'origine même si les marchandises n'en étaient pas marquées.

18. Les marchandises importées sans le marquage prescrit qui ne peuvent être marquées après leur importation sauf à un coût élevé par rapport à leur valeur en douane, dans la mesure où le non-marquage avant importation n'avait pas pour objet de contourner l'exigence de marquage

L'importateur doit établir clairement que le coût du marquage est prohibitif, compte tenu de la valeur en douane des marchandises, et que son intention n'est pas de se soustraire aux exigences relatives au marquage. Si cette exemption est accordée, il faut marquer le contenant usuel extérieur.

19. Les œuvres d'art originales

Pour pouvoir bénéficier de cette exemption, l'importateur, l'exportateur ou le producteur doivent démontrer que les marchandises importées sont des œuvres d'art originales. De telles œuvres sont généralement signées ou parafées par l'artiste. La demande doit contenir les renseignements suivants :

- a) le nom de l'artiste;
- b) la date d'exécution de l'œuvre;
- c) le médium utilisé;
- d) les procédés appliqués;
- e) si le travail a été exécuté entièrement à la main;
- f) une explication de tout autre procédé utilisé.

20. Les marchandises classées dans la sous-position 6904.10 ou dans les positions 85.41 ou 85.42, à l'exclusion de celles ainsi classées par suite d'une opération non admissible visée à l'article 13 du présent règlement (pays ACEUM)

Il n'est pas obligatoire de marquer les marchandises des positions 85.41 et 85.42.

Si l'exemption est demandée parce que les marchandises sont des marchandises de la sous-position 6904.10, la demande doit contenir les renseignements suivants :

- a) la composition chimique du produit;
- b) si le produit a subi un procédé de cuisson après avoir été façonné;
- c) le type d'article visé et l'utilisation qu'on prévoit en faire;
- d) si le produit peut supporter une température de 1 500° C ou plus.

21. Les marchandises pour lesquelles il n'y pas de dernier acheteur

Pour qu'il y ait un dernier acheteur, il faut qu'il y ait un achat ou une opération quelconque. Le dernier acheteur est la dernière personne au Canada qui achète les marchandises dans la forme sous laquelle elles ont été importées, que cette personne soit ou non la dernière à les utiliser au Canada.

Annexe C

Exemples de méthodes acceptables de marquage

Anodisation : formation d'une couche d'oxyde à la surface d'un métal non ferreux par des moyens électrochimiques.

Décalcomanie : procédé permettant de transporter une image sur un support.

Emboutissage : procédé qui permet d'imprimer (des lettres ou un dessin) à l'aide de caractères ou de matrices métalliques chauffés et qui sert généralement au marquage de surfaces dures.

Étiquettes auto-adhésives : étiquettes qui, à la température de la pièce, restent toujours collantes (sur un côté ou sur les deux) sans être humectées ou encollées et qu'une simple pression des doigts ou de la main fait adhérer fermement à toutes sortes de surfaces. Ce genre d'étiquette est aussi appelé collant.

Étiquettes fixes : bandes de papier ou de plastique à doublage adhésif qui adhère fermement à toutes sortes de surfaces, ou cousues en tissu.

Étiquettes volantes : bandes de papier ou de plastique habituellement attachées à un produit par une corde ou un fil en plastique.

Gaufrage : impression de motifs en relief à la surface d'un article par application de cet article contre une matrice de gaufrage en acier, dans laquelle le motif à imprimer a été découpé ou gravé.

Gravure à l'eau-forte : gravure résultant de l'action corrosive de l'acide sur une surface.

Gravure : procédé qui consiste à tracer une marque en creux sur du bois, du métal ou de la pierre.

Impression : procédé de reproduction par pression d'une surface sur une autre qui en garde l'empreinte.

Lettrage coulé : technique qui consiste à couler du métal fondu, par gravité ou à basse pression, dans des moules ou des noyaux métalliques dont une partie a la forme de lettres.

Lithographie : procédé d'impression au moyen d'une surface plane (p. ex. une pierre calcaire de grain très fin ou une feuille de métal) traitée de façon à ce que les plages imprimantes reçoivent l'encre et les plages vierges la refusent.

Marquage au pochoir : procédé qui permet de reproduire une image sur une surface poreuse par encrage d'une plaque de carton ou de métal découpée. Seules les parties exposées en raison du découpage sont encrées. Dans la peinture au pochoir, le même procédé est utilisé, mais l'encre est remplacée par de la peinture.

Timbrage : procédé qui permet d'imprimer ou d'inscrire un symbole ou un motif à l'encre ou en couleurs sur une surface (un tampon en caoutchouc peut être utilisé à cette fin).

Références

Bureau de diffusion	Division de la gestion de programmes et des politiques Direction des programmes secteur commercial Direction générale du secteur commercial et des échanges commerciaux
Dossier de l'administration centrale	
Références légales	<u>Tarif des douanes</u> <u>Loi sur les douanes</u> <u>Loi sur l'étiquetage des textiles</u> <u>Règlement sur la désignation, aux fins de marquage, du pays d'origine des marchandises (pays ACEUM)</u> <u>Règlement sur la détermination, aux fins de marquage, du pays d'origine des marchandises (sauf pays ACEUM)</u> <u>Règlement sur le marquage des marchandises importées</u> <u>Règlement sur les dispositions désignées (douanes)</u>
Autres références	<u>D7-4-4</u> , <u>D11-4-16</u>
Ceci annule le mémorandum D	D11-3-1 daté du 18 novembre 2021

Final Approval

(check one option, obtain required signatures and date)

- OK to E-PRINT
- OK to E-PRINT once written corrections are made
- Once written corrections are made, RESUBMIT new proofs

Manager's approval/signature

Print Manager's name

Date: _____

Director's approval/signature

Print Director's name

Date: _____